

binet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (Dépenses militaire); Art. 3: *Amendement de M. Michelet tendant à faire fixer par une loi les responsabilités françaises dans la stratégie occidentale (Haut commandement du général Eisenhower)* [21 mars 1951] (p. 2409). — S'excuse de son absence [12 avril 1949] (p. 2309). — Obtient un congé [12 avril 1949] (p. 2309).

POHER (M. Alain), *Conseiller de la République.*

Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 au 10 septembre 1948.

Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre au 20 novembre 1948.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)* (2^e Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République; Etat A, FINANCES, Chap. 1072 : *Salaires du service des importations et exportations* [14 septembre 1948] (p. 6516); Art. 9 : *Amendement de M. Fagon relatif aux subventions aux sociétés mutualistes de fonctionnaires* (p. 6521); Art. 14 : *Disjonction de l'article relatif au recrutement de fonctionnaires* (p. 6522); Art. 36 : *Disjonction de l'article* (p. 6525); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Duclos* [18 septembre 1948] (p. 6646); *Amendement de M. Antier tendant à*

liquider les sociétés nationalisées et à augmenter les économies (p. 6652); Art. 1^{er} A : *Sous-amendement de M. Rochet tendant à exonérer les petites exploitations agricoles* (p. 6656); *Sous-amendement de M. Denais tendant à supprimer la surtaxe sur les bénéficiaires industriels et commerciaux* (p. 6657); *Sous-amendement de M. Duclos tendant à ne pas majorer l'impôt sur le revenu pour les revenus inférieurs à 162.000 francs* (p. 6660); *Sous-amendement de M. Biscarlet tendant à majorer l'impôt sur le revenu pour les revenus supérieurs à 2 millions* (p. 6661); *Sous-amendement de M. Temple tendant à ne pas imposer dans le revenu général la part des salaires et traitements* (p. 6661); *Amendement de M. Crouzier tendant à admettre aux frais généraux les majorations d'impôts prévues* (p. 6662); *Son erreur sur l'évaluation du taux de l'impôt sur le revenu* (p. 6663); *Amendement de M. Duclos tendant à interdire une nouvelle dévaluation* (p. 6664); Art. 2 : *Amendement de M. Rollin tendant à tenir compte de la valeur du loyer, non de la valeur locative* (p. 6666); Art. 3 : *Impôt sur les véhicules des sociétés* (p. [6667]); *Amendement de M. Peytel tendant à baisser le taux de l'impôt sur les véhicules des sociétés* (p. 6669); Art. 4 : *Amendement de M. Denais relatif aux frais forfaitaires de représentation* (p. 6670); Art. 5 : *Modification par décret de l'impôt sur les traitements et salaires* (p. 6672); Art. 6 : *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article* (p. 6674); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à accorder des délais supplémentaires aux contribuables* (p. 6675); *Majoration de 10 0/0 sur les cotisations payées avec retard* (p. 6675); Art. 7 : *Amendement de M. Faure tendant à réduire le taux des droits sur les alcools* (p. 6677); *Sous-amendement de M. Gros tendant à maintenir les droits sur les alcools au taux actuel* [18 septembre 1948] (p. 6678); *Sous-amendements de M. Frédéric-Dupont et Mme Nédelec relatifs aux taux des droits sur les alcools pharmaceutiques* (p. 6679); *Amendement de M. Paumier tendant à réduire les droits sur les vins de liqueur* (p. 6680); Art. 9 : *Amendement de M. Denais tendant à ne pas augmenter les droits de mutation* (p. 6681, 6682); Art. 10 : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 6682); Art. 11 : *Sa demande de disjonction* (p. 6682); Art. 12 : *Amendements de MM. Paumier et Peytel tendant à supprimer l'article* (p. 6683, 6684); *Amendement de M. Lespès*

tendant à appliquer la taxe la plus basse à tous les véhicules professionnels (p. 6685); Amendement de M. Rigal tendant à réduire la taxe pour les véhicules achetés avant 1940 (p. 6686); Amendement de M. Bessac tendant à exonérer les automobilistes qui ne circulent pas (p. 6687); Art. 13 : Amendement de M. Guy Petit tendant à exonérer le produit des jeux (p. 6687, 6688); Amendement de Mme Charbonnel tendant à ne pas majorer les droits d'examens (p. 6688); Art. 14 : Répression de l'usage de carburant par des non-prioritaires (p. 6689); Amendements de MM. Paumier et de Sèsmaisons tendant à supprimer l'article (p. 6690); Art. 15 : Amendements de MM. Peytel et Guesdon tendant à limiter les cas de confiscation des véhicules (p. 6692); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} A : Amendement de M. Fagon tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le paiement en trois versements échelonnés [24 septembre 1948] (p. 6892); Amendement de M. Viatte tendant à prévoir des sanctions pour les contribuables défaillants (p. 6892); Art. 7 : Amendement de M. Paumier tendant à disjointer l'article concernant les droits sur l'alcool (p. 6895); — du projet de loi portant création d'une « cour de discipline budgétaire » : Discussion générale [18 septembre 1948] (p. 6693); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 *ter* : Amendements de MM. Louvel et Paumier tendant à supprimer l'article prévoyant un abattement de 4 milliards [24 septembre 1948] (p. 6888); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République; Art. 31 *ter* : Amendement de M. Guesdon concernant le statut des sous-officiers de carrière [26 septembre 1948] (p. 6942). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget) [20 novembre 1948] (J. O. du 21 novembre 1948, p. 11282).

POIMBOEUF (M. Marcel), Député des Vosges.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101); [26 janvier 1948] (p. 194); [18

janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [19 juillet 1949] (p. 4777); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-cour de justice. (Loi du 27 décembre 1945), [20 mai 1947] (p. 1678).

Dépôts :

Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à déterminer les conditions de désignation des membres des commissions mixtes chargés d'élaborer les conventions collectives de travail prévues par la loi du 23 décembre 1946, n° 1072. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Lespes et plusieurs de ses collègues tendant à soumettre au Parlement les directives générales de la politique économique, n° 2111. — Le 6 août 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux sociétés coopératives de commerçants un délai pour l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, n° 5190. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la coopération commerciale et à organiser son statut, n° 5707. — Le 8 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer à l'actuel Secrétariat d'Etat à l'Economie nationale un véritable Ministère pleinement indépendant de tout autre et doté de tous les pouvoirs et moyens nécessaires pour animer, coordonner et contrôler tous les Ministères, commissariats ou services à caractère économique, n° 6340. — Le 12 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser et à soutenir pécuniairement, moyennant les garanties normalement exigibles, une « saison » artistique et culturelle dans le cadre du palais de Versailles, de ses dépendances et de son parc, n° 7066. — Le 21 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à reconnaître la coopé-